

MARCHE DE TRAVAUX



MODIFICATION RESEAUX DE CHAUFFAGE ET SANITAIRE

ECOLE MARCEL LEVIN

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

**Marché à procédure adaptée
selon les dispositions
du code de la commande publique**
*applicables aux marchés lancés
à compter du 1er avril 2019*

Ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique

Décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique.

Arrêté du 22 mars 2019 portant l'annexe préliminaire du code de la commande publique.

Maître d'ouvrage

VILLE DE SELONCOURT
PLACE DU 8 MAI
25230 SELONCOURT

Date et heure limites de réception des offres :

JEUDI 20 JUIN 2019_17H00

Ce document comporte 9 pages
Dressé par le Bureau d'Etudes de la Ville,
Seloncourt, le 23 mai 2019
Date de publication : vendredi 24 mai 2019

Table des matières

ARTICLE 1 ^{ER} – OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION	3
1.1. Objet de la consultation	3
1.2. Etendue de la consultation	3
1.3. Décomposition du marché.....	3
1.4. Conditions de participation des candidats	3
ARTICLE 2 – CONDITIONS DE LA CONSULTATION	3
2.1. Durée du marché – délais d'exécution	3
2.2. Variantes	3
2.3. Négociation	3
2.4. Délai de validité des offres	3
2.5. Mode de règlement du marché et modalités de financement	3
2.6. Compléments à apporter au cahier des clauses techniques particulières	3
2.7. Modification de détail au dossier de consultation	4
ARTICLE 3 – PRESENTATION DES OFFRES	4
3.1. Retrait du dossier de consultation.....	4
3.2. Modalité de transmission des propositions.....	4
ARTICLE 4 : CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION	5
ARTICLE 5 : COMPOSITION DE L'OFFRE A REMETTRE PAR LES CANDIDATS ..	6
5.1. Fourniture d'échantillons ou de matériels de démonstration	7
ARTICLE 6 – EXAMEN DES CANDIDATURES ET/OU DES OFFRES	7
6.1. Sélection des candidatures	7
6.2. Choix et classement des offres	7
ARTICLE 7 - ATTRIBUTION DU MARCHE	8
ARTICLE 8 – RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES	8
8.1. Demande de renseignements.....	8
8.2. Visite sur site	8
ARTICLE 9 – LITIGES	9

ARTICLE 1^{ER} – OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION

1.1. Objet de la consultation

La Ville de Seloncourt procède à la modification des réseaux de chauffage et sanitaire à l'école Marcel Levin. Il s'agit de rénover la tuyauterie pour une meilleure distribution de l'eau dans le bâtiment.

1.2. Etendue de la consultation

Cette consultation est lancée selon une procédure adaptée conformément aux dispositions définies par le code des marchés publics à compter du 1^{er} avril 2019.

1.3. Décomposition du marché

Lot unique.

Aucune tranche optionnelle.

1.4. Conditions de participation des candidats

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations (et leur montant) dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants qui l'exécuteront à la place du titulaire, sauf lorsque le montant est inférieur à 600 euros TTC.

En cas de groupement, la forme souhaitée par le pouvoir adjudicateur est un groupement solidaire. Si le groupement attributaire du marché est d'une forme différente, il se verra contraint d'assurer sa transformation pour se conformer au souhait du pouvoir adjudicateur tel qu'il est indiqué ci-dessus.

Le marché sera conclu :

- soit avec une entreprise unique
- soit avec des entreprises groupées solidaires

Il est rappelé que le ou les signataires doivent être habilités à engager le candidat.

ARTICLE 2 – CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2.1. Durée du marché – délais d'exécution

Les délais d'exécution du marché sont fixés dans le cadre de l'article 3 de l'acte d'engagement.

Préparation chantier : 1 mois

Travaux : 2 semaines durant les vacances de la Toussaint, du 21 octobre au 3 novembre 2019.

2.2. Variantes

Variantes autorisées.

2.3. Négociation

Une négociation pourra avoir lieu entre pouvoir adjudicateur et candidats.

2.4. Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 90 jours à compter de la date limite de réception des offres.

2.5. Mode de règlement du marché et modalités de financement

Les travaux et prestations du présent marché seront rémunérés dans les conditions fixées par les règles de comptabilité publique et financés selon les modalités suivantes :

- Par mandat administratif
- Sur le budget d'investissement de la Ville

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s), seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la réception par le maître d'œuvre des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

2.6. Compléments à apporter au cahier des clauses techniques particulières

Les candidats n'ont pas à apporter de compléments au Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

2.7. Modification de détail au dossier de consultation

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail comme substantielles au dossier de consultation. Celles-ci doivent être communiquées au plus tard 10 jours avant la date limite fixée pour la remise des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

ARTICLE 3 – PRESENTATION DES OFFRES

3.1. Retrait du dossier de consultation

- Le D.C.E. est consultable et téléchargeable gratuitement sur le profil acheteur suivant acheteur :

<http://www.synapse-entreprises.com>

3.2. Modalité de transmission des propositions

Echéance du 1er octobre 2018

En application de l'article 41 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatifs aux marchés publics,
" Toutes les communications et tous les échanges d'informations sont effectués par des moyens de communication électronique lorsqu'une consultation est engagée ou un avis d'appel à la concurrence envoyé à la publication (...) à compter du 1er octobre 2018."

C'est à dire que les échanges papier sont dorénavant irréguliers, notamment pour l'envoi des candidatures ou des offres.

La transmission de votre pli par voie électronique est OBLIGATOIRE et une offre reçue par papier sera considérée comme irrégulière.

⇒ La transmission des candidatures et des offres par voie électronique est imposée sur notre profil acheteur :

<http://www.synapse-entreprises.com>

⇒ Pour tout renseignement relatif à l'usage de la plate-forme, les entreprises peuvent s'adresser à l'équipe support de SYNAPSE Entreprises info@synapse-entreprises.com ou par téléphone au 01 72 33 90 70.

⇒ Il est recommandé de contacter le support Synapse en cas de problème technique le plus tôt possible et de ne pas attendre le dernier moment.

Copie de sauvegarde

Selon l'Article 41 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics:

« III. – Les candidats et soumissionnaires qui transmettent leurs documents par voie électronique peuvent adresser à l'acheteur, sur support papier ou sur support physique électronique, une copie de sauvegarde de ces documents établie selon des modalités fixées par arrêté du ministre chargé de l'économie. »

Nota : pour se prémunir des risques liés aux fichiers que sont la présence d'un virus ou l'impossibilité de lire un fichier, il est recommandé d'envoyer une copie de sauvegarde sur support papier et non sur support physique électronique.

Virus

Tout document relatif à l'offre contenant un virus informatique fera l'objet d'un archivage de sécurité et sera réputé n'avoir jamais été reçu. Le candidat concerné en sera informé.

Dans ces conditions, il est conseillé aux candidats de soumettre leurs documents à un anti-virus avant envoi.

Horodatage

Les plis transmis par voie électronique sont horodatés par l'horloge du serveur de la plateforme. Cette référence de temps fera foi en termes de qualification des plis « hors délais ».

Les plis sont hors-délai si leur téléchargement se termine après la date et heure limite fixées.

Formats des fichiers

Les documents fournis doivent être dans l'un des formats suivants :

- Portable Document Format (*.pdf);
- Applications bureautiques (*.doc, *.xls, *.ppt, *.rtf);
- Images (*.jpg, *.gif);
- Plans (*.dwg, *.dxf)

Il est préférable de ne pas mettre de caractères spéciaux tels que les accents dans le nom des fichiers.

Afin d'empêcher la diffusion des virus informatiques, les fichiers comportant les extensions suivantes ne doivent pas être utilisés par le soumissionnaire : *.exe, *.vbs, *.com, *.bat, *.scr, *.tar.

Les fichiers dont le format est autorisé ne doivent pas contenir de macros.

Signature électronique

En application des dispositions du décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatifs aux marchés publics passés en application de l'ordonnance 2015-899 du 23 juillet 2015 la signature des documents de la consultation au stade de la remise n'est pas obligatoire (la signature électronique du fichier ou du document représentant l'Acte d'Engagement est facultative).

Les opérateurs économiques peuvent toutefois signer électroniquement les fichiers constituant leur candidature et/ou leur offre en présentant un certificat de signature électronique (conforme à Arrêté du 12 avril 2018 relatif à la signature électronique)

En cas d'absence de signature électronique de l'acte d'engagement, l'attributaire signera son offre soit électroniquement soit par papier. Dans le deuxième cas, l'offre sera re-matérialisée.

Candidatures au format DUME

Conformément à l'article R2143-4 du décret 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique : « L'acheteur accepte que le candidat présente sa candidature sous la forme d'un document unique de marché européen et constituant un échange de données structurées, établi conformément au modèle fixé par le règlement de la Commission européenne établissant le formulaire type pour le document unique de marché européen, en lieu et place de la déclaration sur l'honneur et des renseignements mentionnés à l'article R. 2143-3. »

Le candidat peut donc choisir d'envoyer sa candidature au format DUME.

Le candidat peut établir son formulaire sur le portail gouvernemental : <https://dume.chorus-pro.gouv.fr/>
S'il choisit ce mode de candidature, Il devra joindre lors de sa réponse électronique le fichier à valeur légale au format xml (à la place des formulaires nationaux DC1, DC2, DC4 et de l'ensemble des justificatifs).

Il est recommandé de joindre également le fichier au format pdf afin d'en faciliter la lecture rapide.

ARTICLE 4 : CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION

Le dossier de consultation du présent marché contient les pièces suivantes :

- L'avis d'appel public à la concurrence (AAPC)
- L'acte d'engagement (AE) et son annexe
- Le présent règlement de consultation (RC)
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)

- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP)
- La décomposition des prix globale et forfaitaire (DPGF)

Les clauses du CCAP et du CCTP devront être acceptées et signées dans l'état sans être modifiées.

ARTICLE 5 : COMPOSITION DE L'OFFRE A REMETTRE PAR LES CANDIDATS

Les candidats utiliseront les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat) disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr.

Le dossier de marché à remettre par les candidats comprendra les renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise tels que prévus par l'arrêté du 22 mars 2019 portant l'annexe préliminaire du code de la commande publique (Cf. annexe 9) :

- Une lettre de candidature (DC1)
- La copie du ou des jugements prononcés si le candidat est en redressement judiciaire
- Une déclaration sur l'honneur pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner (DC1)
- Une déclaration sur l'honneur pour justifier qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales (DC1)
- Des documents relatifs aux pouvoirs des personnes habilitées à les engager
- L'attestation d'assurance – responsabilité civile et décennale

Les renseignements permettant d'évaluer l'expérience, les capacités professionnelles, techniques et financières du candidat à savoir :

- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les travaux auxquels se réfère le marché, travaux réalisés au cours des trois derniers exercices (DC2)
- Déclaration indiquant les effectifs du candidat et l'importance du personnel d'encadrement, pour chacune des trois dernières années
- Déclaration indiquant les moyens en matériel et humains
- Présentation d'une liste des travaux en cours d'exécution ou exécutés au cours des trois dernières années, indiquant notamment le montant, la date et le destinataire public ou privé dans le domaine de la présente consultation et d'un montant correspondant
- Qualifications
- Certificats de capacité
- Renseignement sur le respect de l'obligation d'emploi mentionnée à l'article 321-1 du code du travail

NB : Si le candidat le souhaite, il pourra fournir avec son offre, les documents qu'il devra produire obligatoirement au stade de l'attribution du marché.

En cas de groupement, l'appréciation des capacités professionnelles, techniques et financières des membres du groupement est globale. Il n'est pas exigé que chaque entreprise ait la totalité des compétences techniques requises pour l'exécution du marché.

Néanmoins le mandataire devra produire une lettre de candidature.

Pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques et financières, le candidat peut demander que soient également prises en compte les capacités professionnelles, techniques et financières d'un ou plusieurs sous traitants. Dans ce cas, il doit justifier des capacités de ce ou ces sous traitants et du fait qu'il dispose pour l'exécution du marché.

Un projet de marché comprenant :

- Acte d'engagement et son annexe.
- Le cahier des clauses administratives particulières.
- Le cahier des clauses techniques particulières
- La décomposition des prix globale et forfaitaire

- Un mémoire technique précisant les dispositions que chaque candidat se propose d'adopter pour l'exécution des prestations le concernant. Ce document comprendra toutes justifications et observations de l'entreprise. **Ce document devra obligatoirement être fourni pour permettre l'analyse de l'offre et notamment les critères « valeur technique ».**

5.1. Fourniture d'échantillons ou de matériels de démonstration

Le pouvoir adjudicateur pourra demander à vérifier le matériel.

ARTICLE 6 – EXAMEN DES CANDIDATURES ET/OU DES OFFRES

6.1. Sélection des candidatures

Elle sera effectuée dans les conditions prévues aux articles R. 2144-3 à R. 2144-5.59 du décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018.

Le pouvoir adjudicateur pourra décider de demander à tous les candidats de produire ou compléter leur dossier dans la limite du délai fixé lors de sa demande par l'intermédiaire de la plateforme de dématérialisation.

Les candidatures admises seront examinées au regard de leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

Les offres irrégulières, inappropriées et inacceptables seront éliminées. Toutefois, les offres irrégulières pourront faire l'objet d'une unique phase de régularisation dans un délai de 5 jours à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses.

6.2. Choix et classement des offres

Les critères de choix des offres, affectés d'un coefficient de pondération, sont les suivants :

- **Prix des prestations : 50%**
- **Valeur technique de l'offre : 30%**
- **Moyens humains : 10%**
- **Dispositions environnementales : 10%**

Mémoire technique

- Présentation de l'entreprise
- Références de l'entreprise
- Moyens humains
- Moyens matériels
- Moyens affectés à la prestation
- Présentation du projet
- Organisation générale du chantier
- Descriptif de la solution technique
- Schémas et documents techniques
- Plans d'assurance qualité
- Principales mesures pour assurer la sécurité
- Gestion des nuisances
- Gestion des déchets
- Protection de l'environnement
- Délai d'exécution du chantier

ARTICLE 7 - ATTRIBUTION DU MARCHE

L'attribution du marché au candidat est subordonnée à la production par celui-ci, dans un délai de 5 jours à compter de la demande qui lui en sera faite, des documents suivants, en application de l'article R.2143 du décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 :

- Les pièces prévues aux articles D8222-5 du code du travail ; ces pièces devront être produites tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché
- Les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que le candidat a satisfait à ses obligations fiscales et sociales visées par le TPG du lieu d'acquittement des obligations de l'entreprise, ou documents équivalents en cas de candidat étranger.

Le candidat établi dans un Etat autre que la France doit produire l'ensemble des renseignements et documents demandés au titre des articles D.8222-7 et D.8222-8 du Code du Travail. Les documents et attestations énumérés par cet article doivent être rédigés en langue française ou être accompagnés d'une traduction en langue française.

Le défaut de production des documents susvisés dans le délai imparti fait obstacle à l'attribution du marché. Dans ce cas, l'élimination du candidat est prononcée et la même demande de présentation desdits documents sera alors adressée au candidat suivant dans le classement des offres.

Le candidat attributaire du marché devra également fournir les attestations d'assurance en responsabilité civile et décennale visées à l'article 9.7 du CCAP dans le délai de 5 jours à compter de la demande formulée par le pouvoir adjudicataire.

Tous les documents mentionnés ci-dessus devront être fournis par le candidat attributaire pour chaque sous-traitant présenté dans l'offre.

Elle devra parvenir à destination avant la date et l'heure indiquées sur la page de garde du présent règlement.

Les réponses aux candidatures se feront uniquement par voie dématérialisée.

ARTICLE 8 – RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

8.1. Demande de renseignements

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir au plus tard 15 jours avant la date limite de remise des offres, une demande **écrite par voie dématérialisée** sur la plateforme :

<http://www.synapse-entreprises.com>

Une réponse sera alors adressée **par écrit par voie dématérialisée** à toutes les entreprises ayant retiré le dossier 6 jours au plus tard avant la date limite de réception des offres.

8.2. Visite sur site

Une visite sur site est obligatoire. Une offre sans attestation de visite sera considérée comme irrégulière.

A cet effet, il conviendra de prendre rendez-vous à l'adresse suivante :

Mairie - Services Techniques
Place du 8 mai – 25230 SELONCOURT
Tél. 03 81 34 11 31

ARTICLE 9 – LITIGES

En cas de litiges, le Tribunal Administratif de Besançon est compétent.

Tribunal Administratif - 30 rue Charles Nodier – 25000 BESANCON - Tél : 03 81 82 60 00